



Communiqué

Hausse des frais d'inscription dans les universités Une sélection par l'argent

Malgré les promesses de Mme Péresse de ne pas augmenter les frais d'inscription, lundi 29 juin, en fin d'après-midi, ont été communiqués leurs montants pour la rentrée 2009. Pour la licence, ils augmentent de 1,2% portant la dépense par étudiant à 171 euros, pour le master une hausse de 2.2 % portant le montant à 231 euros et une augmentation de 2.2% pour le doctorat, portant le montant à 350 euros.

A cette hausse s'ajoutent les frais de restauration, de sécurité sociale, de dossiers, de logement et de transport qui subissent également une augmentation. De plus, cette décision intervient alors même que les taux de bourses pour l'an prochain ne sont toujours pas connus et que 70% des étudiants en sont exclus.

Depuis 2001, les frais d'inscription ont augmenté de 27% en licence et de 70% en master.

Dans un contexte de crise financière touchant fortement les étudiants, cette hausse va s'ajouter aux difficultés des étudiants.

L'argument, habituellement avancé par le gouvernement, de calquer ces hausses sur celle de l'inflation ne tient plus et ce sont les étudiants qui en font - une fois de plus - les frais.

Nous ne sommes pas les seuls en Europe à pratiquer ainsi, puisqu'en Grande-Bretagne : la hausse des droits d'inscription à l'université est de 2% et il a été annoncé un gel des bourses étudiantes

Par cette décision, Valérie Péresse aggrave les conditions de vie étudiantes. Alors que plus de 50% des étudiants sont obligés de se salarier pour financer leurs études et que plus de 100 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, cette nouvelle augmentation est un frein à la démocratisation de l'enseignement supérieur et restaure une ségrégation sociale inacceptable.

Pour la première fois cette année, la part d'une génération accédant à l'enseignement supérieur est en recul.

Dans la logique de la loi LRU et du démantèlement des services publics que la FERC Sup CGT combat féroce, l'étudiant est considéré désormais comme un client qui doit payer toujours plus cher le service qu'on lui rend.

Pour la FERC Sup CGT, ce service, la nation lui doit et, pour elle, il s'agit là d'un investissement social utile !

Montreuil, le 3 juillet 2009